

- Chef d'équipe d'O.S. (contrôlant de 20 à 30 ouvriers) : 60.000 francs ;
- O.S. : de 35.000 à 42.000 francs ;
- manœuvre : 30.000 francs.

Les salaires, dans l'entreprise considérée, sont substantiellement au-dessus de la moyenne de l'ensemble de l'industrie automobile. Cette situation, et l'importance financière des heures supplémentaires, déterminant l'attitude revendicative (ou non) du personnel, sera examinée plus loin.

(A suivre.)

G. VIVIER

NOTES

La Situation Internationale

L'explosion du conflit coréen en juin 1950 marqua la fin d'une période d'illusions sur les possibilités d'entente entre les deux blocs impérialistes. La « guerre froide » se terminait par une guerre pure et simple aux confins des deux empires. L'idée d'une nouvelle guerre mondiale à peu près inéluctable s'imposait du jour au lendemain à la conscience publique avec une évidence immédiate. L'économie mondiale entrait dans une phase d'expansion et d'inflation, renforcée par le réarmement.

Deux ans et demi se sont écoulés et la guerre de Corée n'a pas entraîné de conflit général. Après une année de violents combats qui semblèrent souvent préluder à une extension de la guerre, on assiste à une stabilisation de la situation militaire sous le couvert de négociations d'armistice placées par ailleurs devant une impasse insurmontable. Les relations russo-américaines ne se sont pas améliorées, mais elles n'ont pas empiré non plus. Il est vrai qu'elles pourraient difficilement empirer davantage. La production et le commerce internationaux stagnent et même reculent depuis un an. Le réarmement occidental semble en panne, de même que l'intégration politique et économique du bloc atlantique. La décomposition du système colonial se poursuit, cependant que les capitalistes allemands et japonais, pour se refaire une place sur le marché mondial, commencent à écraser les orteils de leurs « partenaires » français et anglais.

Ce temps d'arrêt dans le développement du processus menant à la guerre exprime essentiellement la crise interne du monde occidental, et plus précisément l'incapacité de celui-ci à surmonter même extérieurement ses contradictions et les difficultés que rencontre son organisation en vue de la guerre. Il suffit pour s'en apercevoir d'examiner brièvement ce qu'on appellera par euphémisme la « politique » occidentale.

Le trait le plus significatif de la « politique » occidentale — et la preuve flagrante que cette politique n'existe pas en tant que politique positive — c'est son impossibilité de se définir autrement que par riposte aux actions engagées par le bloc bureaucratique russe. Dans le langage militaire traditionnel, elle n'a pas l'initiative des opérations. L'évolution de la situation internationale depuis trois ans illustre clairement ce fait. Il a été relativement facile aux Américains, lorsque le conflit coréen éclata, de décider d'y intervenir, et d'obtenir l'adhésion, plus ou moins platonique, de leurs alliés à cette intervention. Lorsque cependant il a été démontré, un an plus tard, qu'aucune décision militaire ne pouvait intervenir sur le terrain limité des opérations en Corée, le bloc occidental se trouva dépourvu d'objectifs concrets. Depuis un an et demi, la coalition occidentale flotte à vau-l'eau et s'avère incapable de répondre aux problèmes qui lui sont posés.

L'intervention américaine en Corée avait une portée générale, parce qu'elle définissait une frontière non transgressible, en signifiant clairement que toute tentative russe visant à déplacer cette frontière se

heurterait à la force des armes. Des tiraillements ont certainement existé au sein de la coalition occidentale quant à la définition de cette frontière, mais ils ont été tant bien que mal surmontés. Mais cela ne peut pas suffire pour déterminer une politique réalisable. Encore faudrait-il décider des moyens de défense de cette frontière, et plus spécialement de l'orientation face à la situation qui résulterait d'une ou plusieurs guerres locales.

A ceci la réponse a été le « réarmement ». Nous avons essayé de montrer dans une note précédente (1) l'insuffisance de cette réponse ; le réarmement occidental, tel qu'il était conçu déjà à l'époque, ne pouvait modifier en rien la substance de la situation. Trop limité pour prévenir de nouvelles initiatives russes, il ne pourrait avoir un sens qu'à partir du moment où le monde occidental se mettrait sur un véritable pied de guerre, militairement, économiquement et politiquement. Mais dès lors le moyen dépasserait nettement son but et entraînerait l'adoption d'un nouveau but qui ne serait plus limité. On ne peut pas transformer le monde occidental en forteresse et attendre indéfiniment l'attaque de l'adversaire. Si l'on se donne les moyens adéquats pour « se défendre », on se donne du coup aussi les moyens adéquats pour attaquer. La seule politique « rationnelle » pour le bloc occidental serait bel et bien celle de la préparation intense de la guerre préventive, n'était-ce que l'adoption sérieuse de cette politique entraînerait quasi-immédiatement une guerre pré-préventive du côté de l'adversaire.

Ce sont là les données fondamentales de la « politique » américaine qui la condamnent au flottement et aux demi-mesures aussi longtemps que l'adversaire ne l'oblige pas, par une action précise, à une riposte précise. On peut retrouver ce flottement dans tous les domaines sur lesquels des problèmes demandant une dépense urgente se posent aux U.S.A.

Ainsi, tout d'abord, sur le plan militaire, du réarmement proprement dit, les objectifs initiaux de l'O.T.A.N. — largement insuffisants — n'ont même pas pu être réalisés, et subissent un décalage dans le temps qui va en augmentant. Le nombre de divisions prévues pour la fin 1952 n'existera qu'à la fin 1953, et encore il n'y a aucune raison de supposer que cette fois-ci on pourra réaliser l'objectif. Les facteurs qui en ont empêché la réalisation en 1952 sont en effet toujours là : impossibilité pour la France de « remplir ses obligations » en Europe et de se maintenir à la fois en Indochine, désaccord sur le réarmement allemand, plus généralement, impossibilité pour les pays de l'O.T.A.N. autres que les U.S.A. de financer le réarmement dans le cadre de la situation économique actuelle.

L'incapacité de résoudre le problème du réarmement allemand est clairement apparue au cours des derniers mois. Tout d'abord l'opposition russe à ce réarmement n'est nullement dépourvue d'efficacité. Le grand atout des Russes dans ce domaine reste le soin attentif accordé à l'aspect propagandiste de leur politique, d'autant qu'il n'y a aucune chance pour qu'ils soient obligés de contredire dans les faits leurs promesses concernant la « libre détermination démocratique » de leur sort par les Allemands. Face à eux, le « réalisme » à courte vue, la maladresse et la brutalité des Américains présente ces derniers comme des inquiétants patrons qui ne se soucient que de la reconstitution de l'armée allemande et appuient sans réserve toutes les tendances ayant accepté de se lier au char de guerre américain, comme l'indiquent les récentes révélations sur l'aide officielle accordée aux groupes clandestins nazis.

(1) Socialisme ou Barbarie, n° 8.

Là situation se complique encore par l'opposition grandissante, en France et chez d'autres alliés atlantiques des U.S.A., contre le réarmement allemand. La bourgeoisie française réalise de plus en plus combien une restauration définitive de l'Allemagne la relèguerait elle-même à un troisième ou quatrième rang parmi les « protégés » américains. Attaquée de plus en plus par la concurrence allemande sur le plan économique, elle voit s'approcher le jour où ce sera à l'Allemagne de jouer le rôle profitable de gendarme principal des Etats-Unis en Europe — rôle qu'elle-même n'a plus le pouvoir d'assumer. Comprenant le caractère inévitable de ce développement, elle a essayé de lui fixer certaines limites par le traité sur l'armée européenne, limites dont elle découvre aujourd'hui le caractère dérisoire et utopique. Sa propre décomposition interne ajoute à la confusion, parce qu'elle l'empêche de prendre nettement une position quelconque. Elle tâche de freiner le réarmement tout en le voulant, en rejetant sa pièce maîtresse sans rien proposer pour la remplacer.

Enfin, la réaction des masses allemandes contre la politique du réarmement, utilisée par les sociaux-démocrates en Allemagne occidentale et par les staliniens dans tout le pays, pèse considérablement sur la situation.

Nulle part l'absence à la fois et l'impossibilité d'une politique cohérente du bloc occidental ne se manifeste plus violemment que dans le domaine le plus vulnérable de sa structure, les rapports avec les pays coloniaux ou « sous-développés ». En Indochine, au Moyen-Orient ou en Afrique du Nord l'écroulement du vieux système colonialiste s'accélère cependant que parallèlement se démontre l'incapacité des impérialistes de le remplacer par quoi que ce soit.

La persistance de la guerre d'Indochine, bien que complètement disproportionnée avec les moyens réels de la France capitaliste traduit encore plus que le raidissement de celle-ci dans un monde où toutes ses positions essentielles lui sont successivement enlevées, l'impossibilité de se dégager d'une alternative dont les deux termes sont également catastrophiques. On sait ce que coûte cette guerre au capitalisme français du point de vue militaire et économique. Mais bien que l'« opération Indochine » se solde certainement par une perte nette pour le capitalisme français considéré dans son ensemble, bien que l'Indochine ne soit plus — ou soit de moins en moins — pour la France un vaste réservoir de matières premières et un marché important, le maintien des troupes permet la réalisation de substantiels profits à des groupes de capitalistes et de spéculateurs, de trafics énormes qui alimentent les caisses des partis politiques. Déjà cette incapacité totale de mettre à la raison les intérêts capitalistes particuliers au nom de l'intérêt capitaliste général prouve le degré de décomposition de l'Etat bourgeois en France. Mais indépendamment de ce facteur, le retrait des troupes françaises d'Indochine signifierait pour le capitalisme français une nouvelle chute dans la hiérarchie des valets des U.S.A., les « sacrifices » consentis en Indochine étant pour la bourgeoisie française une des dernières armes de négociation lui permettant de modérer les exigences de Washington.

Dans les pays du Moyen-Orient les facteurs que la dernière guerre a mis au jour travaillent à l'écroulement des structures existantes. La révolte des masses misérables rendue psychologiquement possible par les bouleversements de la deuxième guerre mondiale, d'un côté — l'affaiblissement extrême de l'impérialisme britannique et l'incapacité des Américains à prendre immédiatement sa succession, de l'autre côté, imposent et permettent à la fois aux bourgeoisies de ces pays une nouvelle attitude,

cherchant à mettre à profit l'anarchie internationale et en fin de compte même le conflit russo-américain pour conquérir une relative indépendance. Le chantage à la révolution communiste et à l'intervention russe sont dans ce jeu leurs meilleurs atouts.

En Egypte, les événements ont pris la tournure d'un coup d'Etat de la bourgeoisie groupée autour du général Neguib. L'élimination de la clique royale et des couches féodales pourries laisse le champ libre à une réorganisation plus rationnelle de l'exploitation du fellah non plus au nom du droit sacré du souverain et du pacha, mais à travers une idéologie plus moderne de l'émancipation par le travail. Le jeu habile de cache-cache pratiqué par Neguib à l'égard des Anglais et des Américains, les garanties données sur sa politique extérieure et sur sa politique sociale (pénalité des grévistes du textile et clémence à l'égard des généraux) a eu beaucoup plus de succès que la politique de Mossadegh en Iran. Ce dernier a été handicapé par la fragilité extrême de son régime intérieur (qui a fait espérer longtemps aux Anglais un retournement de situation, qui n'est pas venu), l'acuité beaucoup plus grande du problème du pétrole (Neguib n'a pas eu à poser de problème d'expropriation), l'état beaucoup plus primitif de son pays, et en fin de compte aussi par l'incohérence de la politique américaine, qui a laissé croire au début qu'elle était prête à assurer la relève des Anglais au besoin contre ces derniers et s'est esquivée en définitive.

Cette incohérence américaine se manifeste tout aussi à propos de l'Afrique du Nord. Face à l'effervescence nationaliste tunisienne et marocaine, la bourgeoisie française voudrait bien continuer sa politique de force d'autrefois. Mais au lieu de trouver dans cette affaire l'appui de son protecteur américain, elle en rencontre l'hostilité déclarée. Les Etats-Unis font en ce moment ce qu'ils peuvent pour démolir le système colonial français en Afrique du Nord, sans nullement savoir ce qu'ils veulent mettre à sa place.

Cependant le domaine dans lequel la carence de la politique occidentale est le plus grosse de conséquences est le domaine économique. Au problème fondamental qui se pose depuis la fin de la deuxième guerre mondiale au capitalisme mondial, à savoir la dislocation du marché international et l'impossibilité de rétablir des relations économiques normales entre les économies capitalistes, vient s'ajouter maintenant la menace d'une nouvelle dépression.

En effet, depuis l'automne 1951 une nette récession caractérise l'activité économique. La production industrielle des pays capitalistes, qui avait marqué un essor rapide pendant l'année qui suivit le début des hostilités en Corée, est entrée dans une phase de stagnation ; entre le deuxième trimestre 1951 et le deuxième trimestre 1952 elle a, selon le Bulletin Statistique des Nations Unies, diminué de 3 %. Cette diminution a été plus grande encore si l'on ne considère que les Etats-Unis (5 % pendant la même période). En même temps, le chômage commençait à augmenter dans la plupart des pays, et la durée hebdomadaire du travail était réduite. Un recul du même ordre apparaît dans le volume du commerce mondial.

On sait qu'une récession mineure analogue s'était déjà manifestée en 1949-1950. Les débuts du réarmement et surtout la guerre de Corée avaient alors sorti l'économie occidentale de la stagnation ; la ruée vers les matières premières, les augmentations des stocks et d'équipement auxquelles ont procédé les entreprises prévoyant une phase de hausse de prix et de demande intense, l'accroissement rapide des dépenses militaires ont été les facteurs déterminants de cette expansion. Les deux premiers facteurs sont cependant transitoires par leur nature même ; une fois la

hausse des prix arrêtée, les entreprises ont dû essayer d'écouler leurs stocks et leur production accrue sur un marché qui ne s'était pas élargi pendant cette période — qui s'était plutôt rétréci, vu la réduction du pouvoir d'achat des salariés. Le seul facteur véritable d'élargissement du marché dans cette situation sont les dépenses militaires. Celles-ci ont bien subi un accroissement considérable entre 1950 et 1951, puis un autre moins important entre 1951 et 1952, mais elles sont depuis quelques mois en train de se stabiliser et doivent théoriquement commencer à diminuer à nouveau à partir de 1953. La prévision d'ailleurs de ce déclin des dépenses militaires d'ici six mois joue dès maintenant un rôle dans le développement de la récession car elle assombrit les prévisions de vente des capitalistes et les incite à diminuer leurs investissements, amplifiant ainsi le cercle vicieux de la déflation.

L'activité fébrile qui avait été déclenchée par la guerre de Corée avait pu masquer pendant un an la permanence du déséquilibre économique entre les Etats-Unis et les autres pays capitalistes. Les importations massives des Etats-Unis pendant cette période avaient en effet fait disparaître le déficit en dollars du reste du monde. Mais la nouvelle récession a remis les choses en place. Actuellement ce déficit se situe à un taux annuel d'environ quatre milliards de dollars (mille six cent milliards de francs) et personne n'ose prévoir une diminution importante de ce chiffre dans l'avenir proche. En effet, les importations américaines ne peuvent au mieux que rester stables (ou diminuer, si la récession s'amplifie), tandis que les achats des autres pays aux Etats-Unis peuvent difficilement diminuer davantage. Les exportations de capitaux privés des Etats-Unis sont relativement petites (tout au plus d'un milliard de dollars par an) et encore elles s'effectuent surtout en direction du Canada. La différence a été jusqu'ici couverte par des prêts publics et surtout par l'aide Marshall. Mais celle-ci est maintenant terminée, et le fait même que le déficit en dollars des autres pays apparaît comme permanent fait que les Américains sont de moins en moins disposés à le financer indéfiniment sous forme de « dons » d'Etat à Etat. Les économistes bourgeois se contorsionnent en vain pour trouver une solution au problème, pour lequel une nouvelle série de dévaluations des monnaies par rapport au dollar, pour vraisemblable qu'elle soit, ne serait qu'un palliatif provisoire.

En fin de compte, l'impossibilité d'une politique rationnelle pour le bloc occidental, aussi bien sur le plan militaire que sur le plan économique ou sur celui des rapports internationaux découle des traits les plus profonds de sa structure. Il n'y a pas d'abord le sujet d'une telle politique, qui pourrait la définir et l'appliquer : la classe capitaliste américaine reste divisée en son sein, et en opposition permanente avec ses vassaux. Elle ne bénéficie pas de la dictature bienfaisante d'un parti stalinien ou nazi qui pourrait unifier son point de vue et travailler à la réalisation de ses objectifs les mains libres. Elle ne domine pas non plus sa propre société complètement : elle est obligée de faire des concessions, de tenir compte de la réaction des ouvriers, chez elle comme aussi chez ses « alliés ». Par là même, les moyens dont elle dispose — malgré son énorme puissance matérielle — sont encore très limités et incommensurables avec son but, qui est la domination mondiale. La force incoercible qui la pousse vers ce but l'obligera aussi à s'en donner les moyens ; mais aujourd'hui, elle ne les a pas, et sa politique — ou absence de politique — reflète ce fait.